



<https://bulletin.vals-asla.ch> · e-ISSN: 2813-7973 · p-ISSN: 1023-2044

Simeu, S. (2006). Partenariat entre langues européennes et langues africaines: la place des langues maternelles dans le contexte sociopolitique camerounais. *Bulletin suisse de linguistique appliquée*, 83(1), 39-48. <https://doi.org/10.5169/seals-978419>

Cet article est publié sous la licence *Creative Commons Attribution 4.0 International* (CC BY):
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>



© Simplicite Omaire Simeu, 2006

Partenariat entre langues européennes et langues africaines: la place des langues maternelles dans le contexte sociopolitique camerounais

Simplice Omaire SIMEU

Département des Langues Africaines et Linguistique, Université de Yaoundé 1,
B.P., Cameroun-2905 Yaoundé;
s_simen@yahoo.fr

This paper examines the unequal relationship between European languages and African languages in general and Cameroonian languages in particular, in a context where linguistic diversity and fragmentation no longer need to be demonstrated. It brings out the stakes involved in this relationship at both the education and media levels. These two instances are recognised as the paths, par excellence, for the promotion and use of a language.

The objective pursued here is to demonstrate that in a pluralistic and liberalistic context, the productivity of an educational system (nursery and primary school for example) and the vitality of the media (audio-visual and written press) are tributaries of numerous factors, thus the language they use. In effect, a distinct and precise language policy or good language planning determines the productivity of a school system and the capacity of the media to satisfy its public; that is to educate and inform them.

Key words:

Languages in contact, European languages, African languages, planning, Cameroon.

1. Introduction

Le présent article s'intéresse à la situation des langues au Cameroun et s'inscrit dans le contexte des rapports d'inégalité entre les langues européennes et les langues africaines. Les relations entre ces langues semblent en effet continuer à bénéficier aux langues européennes, au détriment des langues africaines, et on peut, aujourd'hui encore, se demander si le contact des deux civilisations n'a pas fait la part belle à l'Occident seulement... Autrement dit, nous nous demanderons ici, pour le Cameroun, quelle est la place des langues maternelles¹ dans la mouvance actuelle dite de la mondialisation. Nous commencerons par présenter un bref aperçu historique de la politique linguistique du Cameroun. Ensuite, il sera question de la place des langues maternelles respectivement dans le système éducatif

¹ L'expression "langue maternelle" est préférée ici à celle de "langue première" à la mode dans les écrits scientifiques, car elle consolide la vision que nous avons des fonctions et statuts des langues camerounaises: celles de langues basses. Originellement, "langue première" s'oppose à "langue seconde". Pourtant, la situation que nous décrivons est telle que les populations cibles sont pour la plupart monolingues quoi qu'elles vivent dans une société multilingue (LM /LO). La langue maternelle est donc leur seule langue de socialisation.

et dans les médias; ceci nous permettra de comparer l'usage des langues maternelles au Cameroun avec la réalité observée dans d'autres pays africains. Enfin, dans la dernière partie du texte, ce sont les rôles nouveaux que joueront les langues africaines dans un avenir proche et lointain qui retiendront notre attention.

2. Aperçu historique de la politique linguistique du Cameroun

L'évolution sociale et politique du Cameroun a entraîné avec elle une mouvance linguistique. Ainsi, les langues camerounaises ont connu diverses *fonctions sociales* et *statuts* avant, pendant et après l'administration coloniale. Il nous semble judicieux ici d'apporter des clarifications à ces concepts, afin d'en faire une lecture dynamique et cursive pour le contexte de la société camerounaise.

Statut et fonction sociale d'une langue sont deux notions interdépendantes. En effet, le statut d'une langue découle de l'ensemble des fonctions sociales que cette langue remplit au sein de la communauté des locuteurs qui la parle. En d'autres termes, ce sont les fonctions qui confèrent un statut à une langue. Une langue peut donc avoir un statut élevé, être placée au faite de l'échelle statutaire au sein d'une communauté, lorsqu'elle remplit les fonctions considérées comme vitales. Au Cameroun, c'est le cas du français et de l'anglais qui sont les langues de l'administration, des médias, de l'éducation, etc. A l'opposé, une langue est dite basse lorsqu'elle est dénuée de tout prestige et ne remplit que des fonctions sociales primaires (grégaires, familiales...) ou très restreintes; c'est cette réalité qui colle le mieux aux langues camerounaises aujourd'hui. Mais, les fonctions et statut d'une langue ainsi définis, quelle était la situation linguistique du Cameroun avant l'arrivée des Occidentaux?

2.1 La situation linguistique du Cameroun pré-colonial

A l'instar de toutes les sociétés africaines traditionnelles, la société camerounaise d'antan accordait à la langue une place de choix. En effet, dès sa naissance, l'enfant vivait avec sa langue maternelle; aussi bien ses parents que ses voisins immédiats la lui parlaient. Cet exercice, banal pour le commun des mortels, a valeur pédagogique pour nous linguistes qui savons que la première étape de l'apprentissage de toute langue consiste à l'écouter. La société s'assurait alors que l'enfant parle cette langue de manière convenable. Au fur et à mesure qu'il grandissait et acquerrait de nouvelles notions de sa langue, les parents veillaient à ce que son expression s'arrime aux normes pratiquées dans sa communauté. Les mots, les syntagmes et les phrases devaient être bien articulés sinon il devait subir des corrections. L'enfant pouvait aussi être introduit dans l'univers littéraire par le biais des contes, des devinettes, des légendes, des adages voire des chants. Les contes suivants:

la torture et le porc chez les peuples ghomala'², *le singe et la panthère* chez les peuples duala³ sont révélateurs à cet égard.

Dans l'un ou l'autre de ces contes, il se dégage une véritable leçon de morale susceptible d'égayer tout apprenant. Le premier nous renseigne sur les raisons pour lesquelles le porc frotte continuellement son groin au sol. Pour sa part, l'histoire du singe et de la panthère se termine sur une note de sagesse que le petit singe emploie pour se sauver des griffes de la grande panthère.

Malheureusement, sous l'effet de la mode, ces legs culturels sont délaissés et réservés désormais aux personnes âgées.

2.2 *La situation linguistique du Cameroun au contact de l'Occident*

Dès les premiers contacts avec l'Occident, celui-ci a imposé ses modes de vie et de pensée, sa *weltanschauung*. Comme pour presque toutes les langues africaines, la colonisation a contribué à ébranler les statuts et fonctions sociales des langues camerounaises. Celles-ci ont perdu de leur aura au profit de l'allemand d'abord, du français et de l'anglais ensuite. Ce processus s'est déroulé en plusieurs étapes, au gré des différentes administrations: allemande, française et anglaise. L'important ici est bien sûr de constater que, durant toutes ces périodes, les langues maternelles n'avaient guère un statut de prestige. Elles étaient bannies du système éducatif, des médias et de toute autre fonction sociale vitale, comme le soutiennent Sadembouo et Tadadjeu (2002: 53):

"Jusqu'à ce jour, le français a été enseigné aux Camerounais dans le but inavoué de combattre et d'anéantir les langues nationales: l'interdiction de l'emploi ou l'enseignement de celles-ci par une loi coloniale en est la preuve".

Des résistances se sont dressées pendant cette période de la proscription des langues africaines et de l'avilissement de ces peuples. Au Cameroun, des personnalités telles Rudolf Douala Manga Bell, Martin Paul Samba, etc. sont autant de figures de proue qui s'y sont énergiquement opposées, même au prix de leur vie. De leur côté, certains missionnaires protestants et catholiques ont également tenté de favoriser le développement des langues camerounaises telles l'ewondo⁴, le duala, le basaa, etc. par le biais de l'église et l'école (Tabi Manga, 2000).

² ghomala': langue bantoue des grassfields parlée dans la province de l'Ouest du Cameroun; peuple qui la parle.

³ duala: langue bantoue parlée dans la province du Littoral du Cameroun; peuple parlant ladite langue.

⁴ ewondo: langue bantoue parlée en majorité dans la province du Centre du Cameroun; peuple qui parle cette langue.

Mais d'autres – la mission de Bâle, la Baptist Missionary Society, les pères Pallotins, la mission Protestante de Paris, etc. – ont subi contre leur gré la suppression de l'enseignement des langues locales au seul profit des langues européennes: les écoles qui voulaient persister dans une voie contraire ne recevaient plus les subventions que l'administration d'antan leur octroyait. Dans cette mouvance, les langues camerounaises ont finalement cédé le pas au français et à l'anglais dès 1916, défaite à nouveau entérinée – par les locaux eux-mêmes – dans la constitution du 2 juin 1972. On espérait pourtant voir cette situation changer avec l'indépendance qui s'annonçait dans moult pays africains, mais "la politique post-coloniale a fait pratiquement la même chose, car elle n'a pas mis fin à la loi coloniale, jusqu'à ces tous derniers mois" (Sadembouo et Tadadjeu, 2002: 54).

Il nous revient désormais d'entrer de plain-pied dans les usages des langues maternelles dans le système éducatif et dans les médias au Cameroun.

3. La place des langues maternelles dans le système éducatif et dans les médias au Cameroun

3.1 *L'usage des langues maternelles dans le système éducatif*

Nous commencerons cette section par définir, dans la perspective qui est la nôtre, la notion de *système éducatif*. Un système éducatif est un ensemble de procédés qu'utilise une société pour atteindre ou, tout au moins, approcher ses idéaux culturels, politiques, spirituels, économiques, etc. Ces idéaux doivent être poursuivis au fil des générations. Le système éducatif est en conséquence le reflet de la société. C'est donc dire qu'à partir de l'observation de son système éducatif on peut évaluer une société et faire ressortir ce qu'elle était hier, ce qu'elle est aujourd'hui et ce qu'elle sera demain.

Le système éducatif camerounais d'aujourd'hui fait presque table rase de l'usage des langues locales. Cette politique de *non engagement*, de *laisser-faire* en matière d'enseignement des langues maternelles est pourtant sous-tendue par des textes législatifs apparemment fermes à propos de la place des langues camerounaises dans l'enseignement (Constitution de 1996, Loi d'orientation de l'éducation de 1998, Décret n° 004/2002 créant des inspections provinciales pédagogiques des langues nationales). Mais les mesures d'accompagnement de ces textes ne sont en fait toujours pas appliquées... Et pendant que nous attendons "*Godot*", les langues officielles à savoir le français et l'anglais continuent de ravir la vedette aux langues locales au grand regret des populations rurales. Ceci est d'autant plus poignant que près de 42% de la population du Cameroun vit en zone rurale et ne sait ni lire ni écrire le français ou l'anglais (Onguéné Essono, 2001). Cette partie de la population est ainsi contrainte d'utiliser sa ou ses langues maternelles dans toutes les situations quotidiennes. De même, dans de nombreux quartiers des

villes, qui se comportent comme de *petits villages*, la base du regroupement des habitants est avant tout linguistique.

Parmi ces populations figurent en bonne place les enfants qui fréquentent une école. Et aucune mesure n'est prise en faveur de leur langue. L'enfant est accueilli à l'école et exposé au français ou à l'anglais sans tenir compte de ses acquis linguistiques. On sait pourtant qu'un enseignement qui se fait d'abord dans la langue maternelle de l'enfant et s'ouvre ensuite à d'autres langues est davantage susceptible de conduire à des résultats positifs (Tadadjeu, 1988).

L'enseignement des langues camerounaises se heurte ainsi à la politique linguistique instaurée par le colonisateur et dont l'autorité post-coloniale assure le prolongement (Dumont & Maurer, 1995; Sadembouo & Tadadjeu, 2002).

Il faut constater cependant que l'enseignement des langues maternelles dans le système éducatif camerounais n'est pas une tâche facile. Le constat est certes malheureux mais la fragmentation linguistique du pays (239 langues selon Dieu et Renaud 1983; 248 langues selon Breton et Fohitung, 1991) ne peut être ignorée dans cet état de cause.

C'est ainsi que le PROPELCA⁵ a fait des recherches sur l'enseignement des langues maternelles sa toile de fond depuis 1978. Cela n'était d'abord qu'un *Projet de Recherche* mais c'est devenu aujourd'hui un Programme de Recherche Opérationnel sur l'Enseignement des Langues au Cameroun. Les résultats déjà obtenus des expériences du PROPELCA aussi bien que celles encore en cours augurent de bonnes perspectives pour l'enseignement des langues maternelles au Cameroun. Mais l'application des ces résultats butte sur le manque de volonté de la part du législateur.

Les recherches du PROPELCA couvrent toutes les provinces du Cameroun. Elles recensent 30 langues enseignées dans 300 écoles, avec un effectif d'environ 35.000 élèves (ANACLAC, 2000/2001: 9-10). Pour asseoir ces enseignements, le PROPELCA procède aussi bien par des formations du corps enseignant et des superviseurs locaux que par des publications. Le matériel pédagogique (les manuels de lecture, d'écriture et de calcul dans diverses langues maternelles) élaboré par le PROPELCA contribue efficacement à l'enseignement des langues camerounaises. Il en est de même du *manuel de transition* favorisant le transfert des habiletés déjà développées en langue maternelle en une langue officielle, lequel manuel est fondé sur

⁵ Le Programme PROPELCA est dirigé par Tadadjeu. Celui-ci coordonne une équipe de chercheurs dont les activités couvrent la recherche pour la vulgarisation de l'enseignement des langues maternelles. Ces activités incluent aussi la formation des formateurs et la publication d'ouvrages en langues maternelles.

l'idée qu'on apprend à lire une seule fois dans la vie. Le PROPELCA a développé et prône un *bilinguisme identitaire*, langue maternelle (L1) et langue officielle (L0). Il propose aux jeunes Camerounais de demain un *trilinguisme extensif*: L1 + L01 + L02 + L2. L'objectif visé ici est de montrer que nul ne peut se prévaloir aujourd'hui de sa seule langue, et que le monolinguisme est désormais une entrave à toute sorte de partenariat social, économique, technique, scientifique, politique, etc.

L'application du PROPELCA à la fois au niveau maternel et primaire se fonde sur trois modèles principaux ou approches pédagogiques: le modèle oral, le modèle formel et le modèle informel (Tadadjeu, 1990). Le modèle oral s'applique surtout au niveau maternel et permet aux jeunes enfants d'acquérir l'oralité à travers les expériences culturelles contenues dans les chants, les rimes, les poèmes, les récits, les contes et autres formes d'expression culturelle comme la peinture et le dessin. L'avantage de ce modèle est que toutes les langues camerounaises peuvent être enseignées sans grande peine dans la mesure où cette approche orale ne requiert ni lecture ni écriture. Le modèle formel concerne l'usage de la langue maternelle comme médium durant les trois premières années du primaire, avec une transition graduelle vers la langue officielle. Au début, la langue officielle est enseignée oralement (dialogue, chant, etc.), puis la forme écrite est introduite à partir du Cours élémentaire. Ce modèle est difficile non seulement parce qu'il nécessite un personnel bien affûté et motivé, mais aussi parce qu'il requiert un personnel suffisamment stable et qui travaille dans des conditions sociales adéquates. Le modèle informel s'applique aux dernières classes du primaire (CM1 et CM2) et consiste à enseigner les langues maternelles comme matière. Ce modèle est destiné spécifiquement aux enfants qui ont déjà développé une habileté à écrire dans les langues officielles. Il s'agit essentiellement d'un modèle de lecture et d'écriture dans lequel les enfants utilisent les aptitudes déjà acquises dans les langues officielles (LO2) pour apprendre leur langue maternelle (L1).

Le PROPELCA formel se distingue du PROPELCA informel en ceci qu'il institue l'usage de la langue maternelle (L1) et de la langue officielle (LO) dès les premières classes du primaire comme co-vecteurs d'acquisition des connaissances. En revanche, le PROPELCA informel stipule que la langue maternelle soit enseignée comme toute autre discipline contenue dans le programme scolaire.

3.2 *L'usage des langues maternelles dans les médias*

L'audiovisuel (radio et télévision) et la presse écrite constituent le système des médias auxquels nous avons affaire ici. Tout comme dans le système éducatif, le paysage médiatique camerounais ne connaît pas ses lettres de noblesse à travers les langues maternelles. L'usage de ces langues dans les

médias se fait encore avec beaucoup de timidité. A la télévision aussi bien qu'à la radio nationale, il est rare voire impossible d'entendre ou de regarder des interventions dans les langues camerounaises. L'emploi du français et de l'anglais est prédominant et l'on peut donc croire que les langues camerounaises ne sont qu'à usage domestique. Tout se passe comme si les populations dites analphabètes (environ 42%) – parce qu'elles ne lisent et n'écrivent ni français ni anglais – ne seraient en rien concernées par les messages véhiculés. Ces messages n'engageraient-ils pas aussi leur vie? Sont-ils des Camerounais à part entière ou entièrement à part?... Pourquoi faut-il, par exemple, qu'ils attendent plusieurs jours pour se faire interpréter les discours du Chef de l'Etat, du Président de l'Assemblée Nationale? De même qu'on traduit ces discours en français ou en anglais selon que le locuteur est de la partie francophone ou anglophone du pays, ne serait-il pas judicieux qu'il en soit autant dans les différentes langues nationales? Evidemment le nœud gordien à trancher ici est de savoir si toutes ces langues peuvent effectivement être utilisées comme telles. La multiplicité des langues semble constituer un réel obstacle. En fait, il n'en est rien car l'on peut relativement facilement défier cette *tour de Babel* si l'on fait preuve d'imagination et qu'on parvient à choisir objectivement certaines des langues provinciales pour pallier ce manquement de la radio nationale. Cela devra se faire sur la base de critères linguistiques et para-linguistiques tels que la masse numérique des locuteurs, les études déjà faites sur les langues éventuellement concernées, etc.

Les stations de radio provinciales, elles, réservent un peu de temps aux langues maternelles dans leurs grilles de programmes. Mais ce temps est jugé insuffisant par les auditeurs des radios et fait naître des controverses. Le réel problème, dans ces stations, est la qualité douteuse de leurs émissions et, singulièrement, le manque de communicateur reconnu en matière de langue maternelle (Simeu, 2003).

Mais, comparativement à la radio nationale, les stations provinciales font tout de même usage des langues camerounaises dans leurs grilles de programmes. Cependant, le nombre de langues qu'on y entend devient excessif et déborde largement l'aire linguistique d'écoute. En conséquence, cela donne l'impression d'un immense désordre dans l'interaction entre les animateurs et les auditeurs cibles (Ndifor, 1993). L'usage des langues maternelles dans ces radios apparaît désormais comme un simple trompe-l'œil, une pure formalité à laquelle chaque station provinciale apporte sa caution.

Zang Zang (2003: 3) classe parmi les *journaux disparus* les journaux publiant dans les langues natives, car ils ont effectivement disparu du paysage médiatique. L'hypothèse selon lui étant que:

"Le contexte social semble plutôt encourager le Camerounais à abandonner sa langue maternelle au profit du français et de l'anglais".

L'exclusion de ces langues dans le système éducatif a servi d'argument pour leur abandon: un journal qui publierait dans ces langues n'aurait personne pour le lire... Pourtant, ces *journaux disparus* avaient des noms fort révélateurs tels: *Mulee Ngea* du duala "Le guide", *Ngengeti* du duala "L'étoile", *Dikalo* du duala "La cloche", *Mwendi Mwa Baptist* du duala "Le message des Baptistes", *Mefoe* de l'ewondo "Les nouvelles", *Nleb be Kristen* de l'ewondo "Le conseiller des chrétiens", *Bebel Ebug* de l'ewondo "La parole vraie", *Nkul Zambe* du bulu⁶ "Le tam-tam de Dieu", *Soso Efia* du bulu "La parole vraie", *Njel Lon* du basaa⁷ "La voix du peuple", *Nufi* du fe'efe'e⁸ "La chose nouvelle"... On rencontre néanmoins encore des calendriers de poche imprimés en langues vernaculaires dans certaines communautés, mais les circuits de distribution restent artisanaux et confinés dans les zones ethniques.

Au vu de ce qui précède, il appert désormais clairement que le Cameroun ne dispose pas, en l'état actuel, d'une politique linguistique qui tienne véritablement compte des langues du terroir. C'est pourquoi, au Cameroun, on trouve des enfants ayant pour langue maternelle (L1) le français (Bitjaa Kody, 2001). Cette situation se rencontre aussi au Gabon, qui forme avec le Cameroun les deux exceptions dans toute l'Afrique d'expression francophone. En considérant d'autres pays africains tels que le Mali, le Sénégal, le Nigéria, etc., l'on se rend compte en effet que les langues locales y sont largement utilisées dans les domaines variés de la vie – ce qui y témoigne de la mise en œuvre d'une politique linguistique efficacement élaborée (Essono, 1998; Bergmann *et al.*, 1999).

4. Les rôles nouveaux des langues maternelles

Plusieurs tentatives d'habilitation des langues africaines se sont faites sous le giron de l'UNESCO et de l'O.U.A. (Bangbose, 2001). L'implantation de radios rurales et communautaires est un début de solution adopté au Cameroun depuis près de deux cycles quinquennaux. Toutefois, la répartition de ces radios sur le territoire national ne satisfait pas encore toutes les communautés qui en ressentent le besoin. Qui pis est, la mauvaise organisation avérée dans ces radios ne facilite pas la communication entre les animateurs et les

⁶ bulu: langue bantoue parlée au Sud du Cameroun; peuple parlant le bulu.

⁷ basaa: langue bantoue parlée sur le littoral et dans le Centre du Cameroun; peuple parlant cette langue.

⁸ fe'efe'e: langue bantoue des grassfields parlée à l'Ouest du Cameroun; peuple parlant ladite langue.

auditeurs cibles et, du même coup, empêche les populations de tirer profit de ces initiatives pourtant prises à leur intention.

L'utilisation d'une langue maternelle est la preuve de la reconnaissance de l'identité culturelle de celui qui la parle car, comme l'indique (Onguéné Essono, 2001: 10)

"s'il est bien de célébrer l'universalité, il est meilleur de ne jamais négliger l'originalité".

Les jeunes Camerounais qui parlent uniquement le français aujourd'hui ont perdu leur identité de Camerounais.

Mais ceci ne doit cependant pas nous faire oublier que le français et l'anglais sont des langues partenaires. Tadadjeu (1990) pense qu'il faut enseigner nos langues à l'école mais qu'il faudra aussi ménager une voie à ces langues partenaires. Il propose un schème d'enseignement des langues nationales vis-à-vis du français et de l'anglais:

Classes (années)	Langues camerounaises	Langues officielles
1 ^{ère} année	75%	25%
2 ^e année	60%	40%
3 ^e année	25%	75%
4 ^e année	20%	60%
5-7 ^e année	5%	95%

Source: *Tadadjeu, 1990*

5. Conclusion

Au terme de notre analyse, il ressort que les langues camerounaises n'occupent qu'une place de second rang dans leur rapport avec les langues officielles que sont le français et l'anglais. Il existerait pourtant une alternative beaucoup plus judicieuse: donner des chances égales à toutes les langues en présence, "hautes" ou "basses". Une telle situation contribuerait aussi bien au rendement scolaire qu'à la vitalité des médias. Nos analyses mettent ainsi en évidence l'importance d'une véritable politique linguistique, capable d'apporter des solutions efficaces aux manquements de l'école et des médias qui se révèlent être monnaie courante. Or, c'est largement à travers ces *voies royales* – qui toutes deux sont étroitement liées aux langues utilisées – qu'un pays peut prétendre à un développement dans tous ses aspects. D'ailleurs, les données d'observation permettent, de nos jours, d'établir des relations entre promotion d'une langue, standardisation et développement social, économique, spirituel, etc. d'une population donnée; d'où la nécessité d'un partenariat réel et entretenu entre langues européennes et langues africaines.

BIBLIOGRAPHIE

- ACALAN (2001): Bulletin spécial de l'Académie Africaine des Langues.
- ANACLAC (2000/2001): Rapport annuel.
- Bamgbose, A. (2001): "Mission et vision de l'Académie Africaine des Langues". In: ACALAN, 8-12.
- Bergmann, H. *et al.* (1999): Evaluation de l'école expérimentale: esquisse d'un bilan de 25 ans d'expérimentation de l'enseignement bilingue au Niger. Rapport final. Niamey (GTZ).
- Bitjaa Kody, Z. D. (2001): "Attitudes et représentations linguistiques à Yaoundé". In: AJAL 2, 100-124.
- Breton, R. & Fohlung, B. (1991): Atlas administratif des langues nationales du Cameroun. Paris/Yaoundé (ACCT, CERDOTOLA, CREA/MESIRES), Programme DYLAN.
- Dieu, M. & Renaud, P. (1983): Situation linguistique en Afrique Centrale: Inventaire préliminaire, le Cameroun. Paris/Yaoundé (ACCT, CERDOTOLA, DGRST).
- Dumont, P. & Maurer, B. (1995). Sociolinguistique du français en Afrique francophone. Vanves (EDICEF/AUPELF).
- Essono, J.-M. (1998): Précis de linguistique générale. Paris (Karthala).
- Ndifor, A. (1993): Vernacular broadcasting in Cameroon: a case study of the North West and Centre provincial Radio stations. FALSS, University of Yaounde 1.
- Onguene Essono, L. M. (2001): "Langues camerounaises et langues étrangères: à qui profite la cohabitation?" In: Patrimoine, 10, 8.
- Sadembouo, E. & Tadadjeu, M. (2002): "L'enseignement du français et des langues nationales comme langues partenaires au Cameroun". In: AJAL 3, 53-59.
- Simeu, S. O. (2003): De la communication en langues nationales dans les radios rurales au Cameroun: cas des Radios Fotouni, Lolodorf et Oku. Mémoire de maîtrise (Université de Yaoundé 1).
- Tabi Manga, J. (2000): Les politiques linguistiques au Cameroun: Essai d'aménagement linguistique. Paris (Karthala).
- Tadadjeu, M. (1988): Langue, Culture et Education dans la recherche d'un Modèle Social Africain. Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines 4 (2): 3-18.
- Tadadje, M. (1990): Le défi de Babel au Cameroun. Yaoundé. In: PROPELCA 55.
- Zang Zang, P. (2003): Cohabitation du français et des langues partenaires dans les médias au Cameroun: vers l'hypothèse d'un français subventionné et d'un français non subventionné. ms. Université de Yaoundé 1.